

À L'APPEL DU CNAPEST POUR EXIGER LE RÈGLEMENT DES PROBLÈMES POSÉS

Grève d'une semaine reconductible à partir d'aujourd'hui dans les lycées de Béjaïa

Les enseignants du secondaire et technique de la wilaya de Béjaïa, affiliés au Cnapest, ont décidé de réinvestir le terrain de la lutte pour protester contre «la non-prise en charge de leurs revendications par la tutelle.

A travers une déclaration sanctionnant les travaux de sa réunion du 22 février dernier, le Cnapest qui estime que les revendications exprimées lors des deux journées de protestation du début du mois de février ne sont pas satisfaites est revenu à la charge, en annonçant un mouvement de grève d'une semaine reconductible à partir d'aujourd'hui dimanche pour «se faire entendre».

Entre autres doléances du Cnapest, «l'ouverture d'une enquête sur la gestion scabreuse et opaque des œuvres sociales du secteur de l'éducation, la régularisation immédiate de toutes les situations pendantes et l'arrêt de l'acharnement et les provocations de la tutelle à l'encontre de l'enseignant».

«La situation des PEST et des établissements de la wilaya de Béjaïa n'a pas connu l'évolution attendue, dans la mesure où les problèmes posés à la direction de l'éducation demeurent, pour un certain nombre d'entre eux, à ce jour non résolus», constate amèrement le Cnapest de Béjaïa dans sa déclaration, tout en précisant qu'un préavis de grève a été déposé en date du 6 février dernier.

Dans le même document, le Cnapest juge la situation «alarmante» dans les lycées de la wilaya de Béjaïa, en citant l'exemple du lycée de Semaoun, où «la situation s'est davantage dégradée, rendant ainsi les conditions de tra-

vail des enseignants insupportables, voire impossibles». Le Cnapest accusera ouvertement le proviseur et le surveillant général du lycée en question de s'être «distingués par leurs incompétence et pratiques viles et basses dans la gestion pour le moins scabreuse de l'établissement».

En plus de l'immobilisme de la tutelle qui conduira inéluctablement le lycée tout droit vers une situation intolérable», poursuivent les rédacteurs du document, tout en se déclarant solidaires des actions des enseignants du lycée de Semaoun pour faire cesser les agressions morales et physiques à leur encontre et pour garantir des conditions de travail dignes et favorables.



La situation des lycées est alarmante.

Photos : DR

Le conseil de wilaya du Cnapest a aussi fustigé l'attitude du wali de Béjaïa, Hammou Ahmed-Touhami, qui, indique-t-on, «continue étrangement d'ignorer la demande d'une réunion de travail formulée par le Cnapest en date du 21 décembre 2010, contribuant par son silence intrigant à entretenir le pourrissement et le statu quo dans le secteur de l'éducation», écrivent les syndicalistes du Cnapest tout en s'interrogeant sur les tenants de ce marasme.

Un conseil de wilaya extraordinaire du Cnapest est, par la même occasion, annoncé pour lundi afin d'étudier l'évolution de la situation».

A. Kersani

ALORS QUE LES ENSEIGNANTS VACATAIRES APPELLENT À UN RASSEMBLEMENT MERCREDI PROCHAIN

L'Unpef menace de recourir aux manifestations de rue à Tizi-Ouzou

Cette fois-ci, si l'on se fie au tout dernier communiqué de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef) de Tizi-Ouzou, l'on est tout près de la goutte qui pourrait faire déborder le vase.

Le sempiternel problème de «la liquidation des situations financières» des travailleurs de l'éducation et de la formation professionnelle tend à prendre les contours d'une énigme, de l'avis du syndicat qui, à travers un communiqué, s'en prend violemment au Trésor public, coupable à ses yeux de réserver «un traitement indigne, injuste et insultant» aux travailleurs.

L'Unpef de Tizi-Ouzou, qui n'est pas à sa première sortie ayant traité à ce sujet précisément, à

l'instar d'autres syndicats d'ailleurs, ne prend pas de gants pour menacer de recourir aux manifestations de rue. Elle exige que soit mis fin à «la lenteur dans la gestion de ce dossier par le Trésor public».

Ce syndicat, par ailleurs particulièrement actif à Tizi-Ouzou, assure avoir pourtant reçu des promesses quant à la résolution définitive, avant le mois de décembre dernier, de ce problème récurrent qui avait même suscité de la part du ministre concerné des consignes pour le règlement de toutes les situations financières de pas moins de 39 611 dossiers pendants au niveau du Trésor public. Donc, pour se faire entendre, les travailleurs se disent résolus à sortir dans la rue.

C'est également le cas des enseignants contractuels disséminés un peu partout à travers les établissements de tous les paliers de l'enseignement. Eux, ils disent n'avoir plus le temps de tergiverser. Ils ont, en effet, appelé à un rassemblement, mercredi prochain, devant le siège de l'académie de Tizi-Ouzou.

Ils se sont donné rendez-vous pour exiger l'intégration générale sans condition, le paiement des retards, le versement régulier et mensuel des salaires, les primes de rendement et le paiement en rapport avec la catégorie et le profil de l'enseignant.

M. Azedine

ILS EXIGENT LA TRANSPARENCE DU GOUVERNEMENT ET DES MOYENS PÉDAGOGIQUES

Les étudiants de Boumerdès poursuivent leur mouvement de grève

La protestation estudiantine contre le décret présidentiel n°10/315 du 13 décembre 2010, instituant une nouvelle classification des diplômés sortants des universités algériennes, qui avait commencé à l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès, se poursuit toujours.

Les protestataires, nombreux ce samedi, disent ne pas faire confiance au gouvernement. «Nous exigeons du concret. Présentement, nous ne savons pas ce que compte faire le gouvernement après qu'il eut déclaré avoir abrogé le décret présidentiel contesté», dit un étudiant qui ferme, avec ses camarades, l'accès à la faculté des sciences. Ni les cours ni les examens ne sont dispensés. «Notre grève dure depuis un mois et on n'est pas près de s'arrêter», disait la foule des étudiants. En clair, les grévistes ne prennent pas pour

argent comptant les déclarations du gouvernement. Ce samedi, les étudiants du système classique et les LMDistes se sont ligüés contre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Les premiers, comme on le voit, maintiennent la pression pour l'annulation effective du décret objet de la révolte. Les seconds craignent une classification désavantageuse du diplôme de master et magistère qui risquerait d'intervenir dans le sillage d'une reformulation dudit décret. De plus, les LMDistes revendiquent des moyens pédago-

giques pour un meilleur cursus. «Le système LMD est basé sur la recherche, or, nos laboratoires sont obsolètes. De plus, l'université exige de chacun de nous de disposer d'un micro-ordinateur. Nous sommes des enfants du peuple et plusieurs d'entre nous ne pourraient pas faire face à une telle exigence. C'est à l'Etat de financer cette dépense», déclare un gréviste que l'assistance approuvait. Notre question quant au rôle des organisations estudiantines dans ce genre de situation de revendication soulève la colère de la foule. Un étudiant a commencé par s'en prendre à ses camarades. D'après lui, la communauté estudiantine est dépolitisée et se laisse mener par le bout du nez «Quand on leur parle,

les organisations des étudiants disent qu'elles s'abstiennent de faire de la politique.

Or, ces organisations savent que les décisions du gouvernement sont prioritairement d'ordre politique et la contestation est d'essence politique», lâche, amèrement, notre interlocuteur. Effectivement, les organisations estudiantines à Boumerdès ont la réputation de rouler pour les partis politiques proches du pouvoir et font tout pour casser tout mouvement de contestation. D'ailleurs, elles ont été absentes sur le terrain au moment où les étudiants ont engagé la bataille contre le fameux décret présidentiel.

Abachi L.

BOUIRA

Une marche pour réclamer le départ du système

C'est aux cris de «Y'en a marre de ce pouvoir» que la marche, à laquelle a appelé la coordination locale de la CNCD, s'est ébranlée, aux environs de 11 heures, depuis la place des martyrs de la ville de Bouira en direction du siège de la wilaya.

Des centaines de citoyens, venus des quatre coins de la wilaya et issus de divers horizons, se sont donnés rendez-vous. Parmi les marcheurs, outre les élus du RCD, plusieurs figures de proue du mouvement citoyen d'El-Esnam, Bechloul et M'chédallah, entre autres, ainsi que d'autres personnalités du MCB, mais aussi du mouvement associatif et, même, certaines figures du FLN ; des personnes qui n'ont pas l'habitude de battre le pavé, mais qui se sont reconnues dans les slogans,

étaient présentes. Les centaines de marcheurs arboraient des banderoles dans lesquels on pouvait lire en arabe «Pour le changement et la démocratie» et «liberté, justice, dignité». Pendant près d'une heure, les marcheurs ont scandé des mots d'ordre hostiles au pouvoir, à Ouyahia et à Bouteflika, et réclamaient le départ du système, en même temps qu'ils exigeaient une presse libre et démocratique.

Devant le siège de la wilaya dont le portail était fermé et l'accès inter-

dit aux marcheurs, un rassemblement et des prises de paroles furent improvisés au niveau du rond-point. Des élus du RCD, mais aussi quelques délégués du mouvement ainsi que les représentants des étudiants ont tenu à rappeler la noblesse du combat d'aujourd'hui, mené par la CNCD à travers plusieurs wilayas du pays mais, surtout, au niveau de la capitale pour redonner la parole au peuple. En outre, les dernières concessions du pouvoir ont été passées au crible par les intervenants qui ont rappelé l'hypocrisie politique de telles annonces qui n'ont aucun effet concret sur la vie politique, médiatique et démocra-

tique du pays puisque, rappellent-ils, les marches à Alger sont toujours interdites, la presse est toujours bâillonnée et les partis toujours interdits d'antenne et d'expression.

A la fin, les organisateurs ont appelé les marcheurs à se disperser dans le calme, non sans les avoir invité à rester mobilisés jusqu'à la chute du régime et le départ du système et de tous ceux qui les incarnent. La marche s'est déroulée dans le calme, mais sous l'œil vigilant des éléments du service d'ordre, en tenue ou en civil, dont certains se faisaient passer pour des photographes.

Y. Y.

NAÂMA

Sit-in des agents communaux devant le siège de la Wilaya

Après avoir adressé une requête au président de la République (dont copie est parvenue à notre rédaction), les éléments de la garde communale de la wilaya de Naâma passent à une nouvelle action en observant aujourd'hui un sit-in devant le siège de la Wilaya. Ils revendiquent que la situation de ce corps soit revue par les pouvoirs publics, et demandent l'élaboration d'un statut particulier afin d'améliorer leurs conditions de travail.

En effet, ils refusent le statut d'agent de sécurité et considèrent, de ce fait, que leur affectation à la vie civile auprès de certains établissements publics ne répond pas au profil mérité après des années de sacrifice et de loyaux services rendus à la nation.

D'autant plus qu'ils perdront nombre des avantages que leur confèrent leur métier avec ce nouveau statut de simples agents de sécurité.

Plusieurs points ont été soulevés dans leurs revendications, notamment les indemnités conformément aux statuts et le travail continu H/24, sans repos hebdomadaire. Quant au congé annuel, ils diront : «Depuis 1995, nous bénéficions de 21 jours seulement au lieu de 40, comme le stipule la réglementation.» Les éléments de la garde communale déplorent également la non-régularisation des salaires et indemnités depuis le 01/01/2008, suivant la nouvelle grille.

La décision de dissolution de ce corps paramilitaire par les pouvoirs publics a créé un climat de tension au sein de ce corps de métier à Naâma et ce, à l'instar de leurs collègues opérant au niveau des autres wilayas.

B. Henine